

Objectif Oman

Février 2018



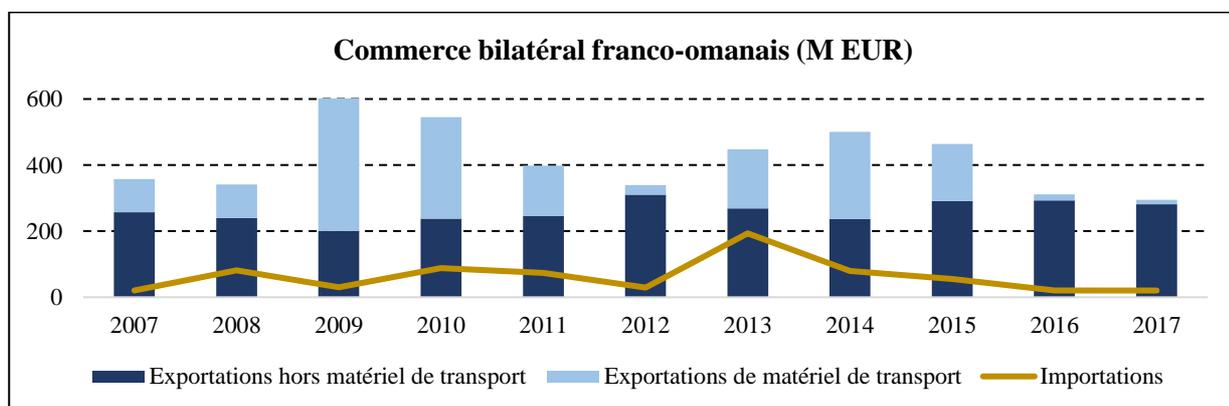
Faits saillants

- Bilan 2017 des échanges de biens France - Oman : baisse de l'excédent français de -5,8 % à 275 M €
- Repli de 4 places d'Oman dans le classement 2018 de Transparency International à la 68^{ème} place
- Baisse de la note de risque de crédit du Sultanat d'Oman par les experts de l'OCDE de 3 à 4
- Signature des contrats d'ingénierie, approvisionnement et construction pour la raffinerie de Duqm
- Appel à pré-qualification pour la future unité de dessalement de Ghubra III (capacité de 300 000 m³)

CLIMAT DES AFFAIRES

Commerce bilatéral : baisse de l'excédent commercial français vis-à-vis d'Oman de -5,8 % à 275 M €

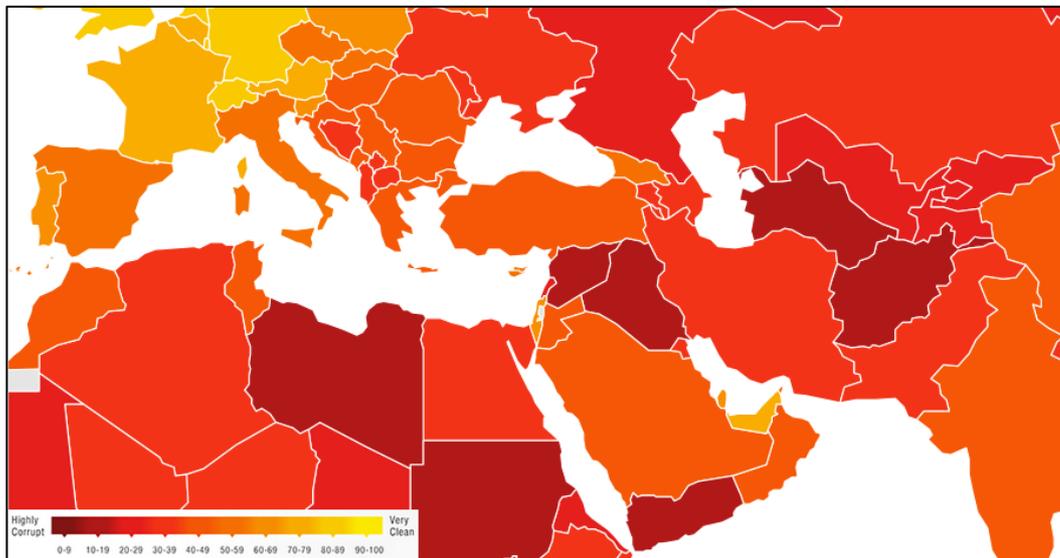
En 2017, le commerce total de biens entre la France et Oman s'est élevé à 315 M €, en repli de -5,1 % par rapport à 2016, année qui avait vu les échanges de marchandises se contracter de -36 % à 332 M €. Cette nouvelle réduction, résultat avant tout de l'atonie de l'activité en Oman liée à la faiblesse des cours du baril de pétrole, a de nouveau principalement touché les exportations, en repli de -5,4 % à 295 M €, tandis que les importations sont restées stables à 20 M € (-0,1 %). Le recul des exportations a surtout résulté de la contraction des ventes d'équipements mécaniques, électriques, électronique et informatique (-15,3 %), 1^{er} poste d'exportations en 2017 avec un total de ventes de 129 M €. Sur longue période, outre l'impact de la crise économique du Sultanat sur la demande adressée à la France, la tendance baissière des exportations en Oman résulte en large partie de la forte baisse des ventes de matériel aéronautique ces dernières années, qui représentaient sur longue période le principal poste d'exportations de biens vers le Sultanat. Les importations depuis Oman, restent, de leur côté, négligeables avec un total de 20 M €, le Sultanat ne figurant pas parmi les fournisseurs d'hydrocarbures privilégiés de la France. Dans ce contexte, l'excédent structurel qu'enregistre la France à l'égard d'Oman, s'est à nouveau réduit l'an passé, à 275 M € alors qu'il se montait à 421 M € en 2014. Oman était en 2017 le 86^{ème} client et le 32^{ème} excédent commercial de la France.



Source : douanes

Repli de -4 rangs (à la 68^{ème} place) d'Oman dans le classement 2017 de Transparency International

L'ONG *Transparency International* a publié fin février son rapport 2017 sur l'indice de perception de la corruption. Fondé sur des enquêtes de « perception » de la corruption du secteur public, réalisées auprès d'hommes d'affaires, d'analystes de risques et d'universitaires, le rapport place à nouveau la Nouvelle-Zélande en tête du classement (sur 180 pays) avec un indice de 89/100 (100 correspondant à une absence totale de corruption perçue et 0 à une corruption jugée systématique). Comme en 2016, la France figure au 23^{ème} avec une note de 70/100. Le Sultanat d'Oman enregistre un repli de -4 places, au 68^{ème} rang mondial sachant que quatre nouveaux pays ont été ajoutés au classement 2017. Oman affiche un indice en baisse à 44/100 contre 45/100 en 2016. Sur longue période, la trajectoire baissière tend à se confirmer : en 2012, le Sultanat se classait ainsi au 61^{ème} rang (sur 176) avec une note de 47/100. Au sein du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), où la note moyenne atteint 50,3/100, Oman figure derrière les Emirats arabes unis (21^{ème} avec un indice de 71/100), le Qatar (29^{ème}, 63/100) et l'Arabie Saoudite (49^{ème}, 57/100). A l'instar de 85 % des pays du Proche et Moyen Orient, Oman affiche une note inférieure à 50, reflet du manque de liberté d'opinion perçue par les milieux d'affaires, d'une transparence comptable insuffisante, du poids des dépenses sécuritaires dans le Budget (qui s'accompagnerait d'une forte culture du secret) et du rôle jugé trop important des grandes familles qui continueraient de capter l'essentiel des opportunités d'affaires.



Source : *Transparency International*

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Dégradation de la note de Risque de Crédit du Sultanat d'Oman par les experts de l'OCDE de 3 à 4/7

Fin janvier, les experts Risques Pays de l'OCDE ont procédé à l'actualisation annuelle du classement des risques de crédit des pays du Proche et Moyen Orient. La classification OCDE définit une échelle allant de 0 à 7 ; 7 correspondant au risque de crédit le plus élevé. Dans la région, deux pays ont vu leur note modifiée : Oman qui a vu sa note dégradée, de 3 à 4/7 (rejoignant le Bahreïn), reflet de la détérioration des finances publiques et de la hausse de la dette externe, et l'Iran, dont la note s'est appréciée de 6 à 5/7. Ce classement, établi dans le cadre de l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, a pour but de déterminer les taux de primes minimums applicables aux opérations soutenues conformément à l'Arrangement. Concrètement, pour Oman, le passage de 3 à 4/7 devrait se traduire par une hausse des primes donc un surcoût pour le financement de projets via les agences de crédit export. La classification des risques pays de l'OCDE est établie par des experts indépendants des Etats membres de l'organisation. Elle se distingue des notations du risque souverain en ce qu'elle donne une orientation sur l'évolution des primes. Dans la région, l'Arabie saoudite, le Koweït et les Emirats arabes unis bénéficient de la meilleure note avec 2/7, le Qatar obtenant 3/7 alors que Bahreïn et Oman donc affichent une note de 4/7.

Capital Intelligence baisse la note d'Oman de BBB+ à BBB du fait du prix d'équilibre budgétaire élevé

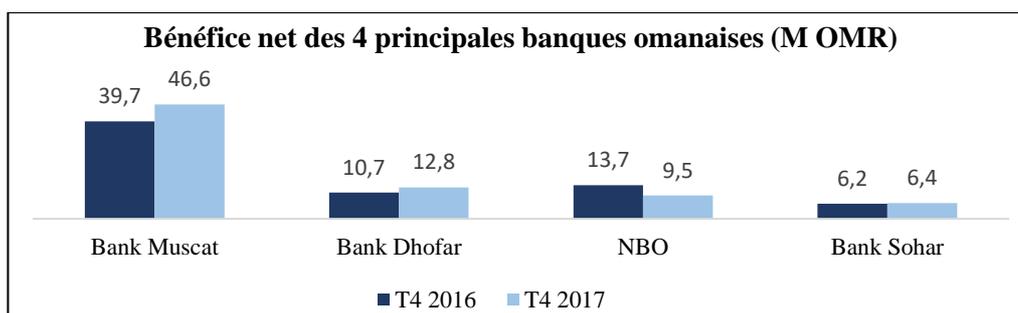
L'agence de notation *Capital Intelligence* a abaissé d'un cran, le 12 février, la note de la dette souveraine de long-terme d'Oman en devises étrangères de BBB+ à BBB, soit 2 crans au-dessus de la catégorie spéculative, assortie d'une perspective stable. La décision a été avant tout motivée par la persistance à un niveau élevé du prix d'équilibre budgétaire (78,8 USD projeté en 2018), le 2^{ème} plus important dans la péninsule arabique près le Bahreïn (97,7 USD). En raison de l'écart encore important avec le prix actuel du baril de pétrole omanais exporté, *Capital Intelligence* prévoit un déficit public à deux chiffres en 2018 et 2019, accentué par le manque de mesures d'austérité concrètes, le report de l'introduction de la TVA et des pressions sociales croissantes dans un contexte de chômage élevé. Dans ces conditions, le Sultanat pourrait devenir un pays débiteur net à hauteur de 5,4 % de son PIB en 2018. L'agence souligne en outre l'érosion rapide des réserves de change (15,4 Mds USD contre 20,2 Mds USD fin 2016). Selon *Capital Intelligence*, l'exposition d'Oman aux hydrocarbures est d'autant plus problématique compte tenu de modestie relative des réserves en pétrole et du coût élevé de leur extraction (23 USD par baril).

Note de la dette souveraine de long-terme libellée en devise étrangère

	Oman	Bahreïn	Arabie Saoudite	Emirats Arabes Unis	Qatar	Koweït
<i>S&P's</i>	BB <i>Stable</i>	B+ <i>Stable</i>	A- <i>Stable</i>	-	AA- <i>Négative</i>	AA <i>Stable</i>
<i>Moody's</i>	Baa2 <i>Négative</i>	B1 <i>Négative</i>	A1 <i>Stable</i>	Aa2 <i>Négative</i>	Aa2 <i>Négative</i>	Aa2 <i>Négative</i>
<i>Fitch</i>	BBB- <i>Négative</i>	BB+ <i>Négative</i>	A+ <i>Stable</i>	-	AA- <i>Négative</i>	AA <i>Stable</i>
<i>Capital Intelligence</i>	BBB <i>Stable</i>	BB+ <i>Négative</i>	A+ <i>Stable</i>	AA- <i>Stable</i>	AA- <i>Négative</i>	AA- <i>Stable</i>
<i>OCDE (risque crédit)</i>	4	4	2	2	3	2

Banques : rebond de +7,1 % du bénéfice net des banques au 4^{ème} trimestre 2017 (EFG-Hermès)

D'après *EFG-Hermès*, le bénéfice net cumulé des 4 plus importantes banques commerciales d'Oman (*Bank Muscat*, *Bank Dhofar*, *National Bank of Oman* et *Bank Sohar*) a crû de +7,1 % à 75,2 M OMR au 4^{ème} trimestre 2017, comparé à la même période en 2016. Cette bonne performance résulte notamment de l'augmentation des revenus hors intérêts des banques (+39,1 % en g.a), tendance qui devrait se poursuivre en 2018, alimentée par les activités génératrices de commissions (conseil, commerce, change...). Selon *EFG-Hermès*, les prêts bancaires (+5,2 % en g.a) devraient continuer de croître, tirés par le secteur privé. *EFG-Hermès* s'inquiète néanmoins de la hausse du taux de créances douteuses, passée de 2,67 % des prêts bruts au 4^{ème} trimestre 2016 à 3,08 % au 4^{ème} trimestre 2017. *Bank Muscat*, la 1^{ère} banque en termes d'actifs, affiche un bénéfice net en progression de +17,4 % en g.a à 46,6 M OMR. *Bank Dhofar* enregistre sur le trimestre la plus forte hausse de bénéfice net à 12,8 M OMR (+19,4 % en g.a), du fait d'une hausse de ses commissions et d'un coût du risque moins élevé. *National Bank of Oman* a, de son côté, enregistré un net repli, de -30,5 % en g.a, à 9,5 M OMR, conséquence d'un coût du risque en hausse et de coûts opérationnels accrus liés à son nouveau siège social. Le bénéfice net de *Bank Sohar* a quant à lui progressé de +3 % en g.a à 6,4 M OMR, la hausse des revenus hors intérêts ayant été compensée par un coût du risque supérieur.



INFORMATIONS SECTORIELLES

Aéronautique : précisions sur la nouvelle holding Oman Aviation Group

Le Ministre des Transports et des Communications a officialisé le 11 février la création de la *holding Oman Aviation Group (OAG)*, réunissant les entreprises publiques *Oman Air*, *Oman Airports Management Company*, *Oman Airline Services*, ainsi que les sociétés *Oman Shipping Company* (afin de renforcer l'efficacité des liaisons aériennes et maritimes), *Air Traffic Control* et *Oman Meterology* ; ces deux dernières faisant l'objet d'un transfert de l'autorité en charge de l'Aviation civile (PACA) vers la nouvelle entité. La restructuration du secteur aérien civil omanais vise notamment à recentrer les activités d'*Oman Air*, déficitaire depuis 2007, sur son « *core business* » en se désengageant des activités de manutention, de fret et de *catering*, amenés à être transférées à une autre filiale d'*OAG*. *Oman Air* a récemment dévoilé un plan ambitieux d'ouvertures de lignes en 2018 à destination d'Istanbul (juin), Casablanca (juillet) et Moscou (octobre). La compagnie étudie en parallèle l'ouverture ou réouverture des liaisons avec Beyrouth, Singapour, Pékin, Shanghai, Calcutta, Dhaka ou Malé. La création d'*OAG* s'inscrit également dans la stratégie graduelle de libéralisation du transport aérien, avec pour volonté de dynamiser le tourisme, secteur prioritaire en termes de diversification économique. D'ici à 2030, les autorités ambitionnent d'accueillir 39 millions de passagers dans les aéroports du Sultanat contre 16 millions l'an passé. *OAG* prévoit enfin d'accroître le transport de biens en investissant dans le réseau intermodal avec les principaux ports du pays. Le Conseil d'administration d'*OAG* est présidé par le Ministre des Transports et des Communications comprend, entre autres, la Vice-Ministre du Tourisme, le Président de la zone économique spéciale de Duqm (*SEZAD*), le PDG de la banque *NBO* ainsi que le PDG de Munich Airport (*FMG*).

Eau : appel à pré-qualification pour la future unité de dessalement de Ghubrah III (capacité 300 000 m³)

Oman Power and Water Procurement (OPWP), l'acheteur unique d'électricité et d'eau dessalée du Sultanat, a initié le 4 février dernier le processus de pré-qualification pour la construction de la future usine de dessalement d'eau de mer près de Ghubrah (dite Ghubrah III). Le projet, qui devrait aboutir à une production de 300 000 m³/jour, sera le plus important projet indépendant de production d'eau (*Independent Water Project*) jamais réalisé dans le Sultanat. Ghubrah III devrait être opérationnel d'ici à 2022. La future usine se situera à côté de l'unité de Ghubrah II, qui traite actuellement 191 000 m³ d'eau par jour. La construction de la future unité de dessalement vise à répondre aux besoins croissants d'approvisionnement en eau de Mascate (plus de 2 millions d'habitants) alors que la croissance moyenne de consommation dans l'ensemble du pays est estimée par *OPWP* à +6 % par an sur la période 2017/23. Les sociétés intéressées ont jusqu'au 18 mars pour déposer leur dossier. Ce projet s'inscrit dans le cadre du *7-year statement 2017-23* d'*OPWP*, alors que les unités de Sohar III (250 000 m³/jour) et de Barka IV (281 000 m³/jour, réalisée en partenariat public privé type *Build Own and Operate* par *Suez*) devraient être achevées au cours de l'année (1^{er} avril pour Barka IV). *OPWP* envisage en parallèle le développement d'une usine de dessalement dans la région Nord Batinah d'ici à 2022 (200 000 m³/jour).

Electricité : OPWP retenu comme opérateur du futur marché d'électricité au comptant (« spot market »)

OPWP a été nommé opérateur du futur marché d'électricité au comptant (« *spot market* »), dont l'entrée en vigueur est prévue d'ici à la fin 2020. La mise en place du « *spot market* », qui ne concernera que le principal réseau interconnecté (*MIS : Main Interconnected System*), doit améliorer la transparence du secteur et permettre de capter la capacité de production additionnelle non exploitée par le système des contrats d'achat d'électricité (« *PPA* ») entre *OPWP* et les producteurs d'électricité, qui répondent actuellement à une quantité donnée et un prix fixe sur une durée ne pouvant excéder 15 ans. Les principaux producteurs d'électricité seront tenus de participer au marché au comptant et devront soumettre quotidiennement une offre de prix reflétant leur coût marginal de court terme, bien que les prix et conditions des *PPA* en vigueur continueront de s'appliquer jusqu'à l'expiration des contrats. Le prix final du *spot market* sera calculé *ex-post* sur la base du prix du producteur marginal. En concertation avec le régulateur (*Authority for Electricity Regulation, AER*), *OPWP* travaille à la définition des règles de marché, en particulier les processus d'enregistrement des producteurs et le règlement des différends. *OPWP* restera l'unique acheteur d'électricité du pays, bien que cette fonction sera scindée de ses nouvelles activités d'opérateur de marché.

Hydrocarbures : signature de trois contrats « EPC » pour la future raffinerie de Duqm

Duqm Refinery & Petrochemical Industries, la joint-venture créée entre *Oman Oil Company* et *Kuwait Petroleum International*, en charge du développement et de l'exploitation de la future raffinerie de *Duqm*, a officialisé début février l'octroi de trois contrats *EPC* (*Engineering, Procurement, Construction*) pour les travaux d'ingénierie et de construction. Le 1^{er} *EPC*, relatif à la réalisation des unités de production, a été octroyé à la joint-venture formée par les sociétés espagnole *Tecnidas Reunidas* et coréenne *Daewoo E&C*, pour un montant de 2,75 Mds USD. La joint-venture détenue par les sociétés britannique *Petrofac* et coréenne *Samsung Engineering* a été chargée du 2^{ème} contrat *EPC* pour un montant de 2 Mds USD, incluant la construction des équipements associés et des installations *offsites*. Le 3^{ème} *EPC* (890 M USD), portant sur la réalisation du terminal d'exportation du port de *Duqm*, de huit réservoirs dédiés sur le site de stockage de *Ras Markaz* ainsi que de l'oléoduc de 80 km reliant ces réservoirs à la raffinerie, a été attribué à *Saipem*, filiale du groupe italien *ENI*, associée à l'américain *CB&I*. La raffinerie de *Duqm*, la 3^{ème} du pays, devrait produire 230 000 b/j à partir de 2021. Le bouclage financier du projet, évalué entre 6 et 7 Mds USD, initialement attendu en novembre, pourrait intervenir d'ici quelques semaines et prendrait la forme d'un prêt syndiqué de 5 Mds USD soutenu notamment par l'agence d'assurance-crédit export britannique (*UKEF*).

Mines : finalisation de la 1^{ère} phase de l'initiative "Ready to Invest Mining Blocks" (Autorité des Mines)

Public Authority for Mining (PAM), l'entité publique en charge de la promotion et du développement du secteur minier dans le Sultanat, vient d'achever la 1^{ère} phase de son initiative "*Ready to Invest Mining Blocks*", visant à mieux identifier les ressources exploitables du pays. L'initiative vise à favoriser l'investissement privé, *a fortiori* étranger, en offrant des blocs miniers d'exploration accompagnés de l'ensemble des autorisations nécessaires à leur exploitation. Cette mesure s'inscrit dans la stratégie du programme d'accélération de la diversification (*Tanfeedh*). Le prochain séminaire (« lab ») de *Tanfeedh*, précisément consacré aux mines, devrait être lancé d'ici fin mars. En parallèle, la *PAM*, en lien avec *Minerals Development*, évaluerait actuellement la rentabilité de la construction de la future ligne ferroviaire minière, en recensant le potentiel des ressources en gypse, calcaire et dolomite, essentiellement localisées dans l'est du *Dhofar*. La ligne doit permettre l'acheminement des minerais vers la zone économique spéciale de *Duqm*, d'où ils seraient traités avant d'être exportés via le port. Le choix du consultant financier, pour lequel un appel d'offre avait été lancé fin décembre 2017, devrait intervenir dans les prochaines semaines.

Zones industrielles : vers une privatisation progressive du parc industriel

Public Establishment for Industrial Estates (PEIE), l'entité publique en charge du développement des zones industrielles du Sultanat, a annoncé la création d'une nouvelle holding, *Oman Investment and Development Holding Company (OIDHC)*, à laquelle *PEIE* devra transférer progressivement la gestion de ses actifs, pour ne conserver qu'une fonction de supervision. Cette décision doit permettre de renforcer la part du secteur privé, en ouvrant notamment 49 % du capital d'*OIDHC* à des investisseurs privés ainsi que des contrats d'usufruit allant jusqu'à 99 ans. En parallèle, *PEIE* a dévoilé un plan de développement de *Sur Industrial Estate*, composé de 24 projets, dont 4 usines actuellement en phase de développement. *PEIE*, qui a déjà lancé un appel d'offre pour le développement d'une usine de traitement des eaux usées, prévoit d'annoncer d'ici juin prochain plusieurs autres projets d'investissement, d'une valeur totale de 2 Mds USD. La construction d'un nouveau port commercial à *Sur* fait également l'objet d'une étude de faisabilité dont les conclusions devraient être remises à *PEIE* au cours du 1^{er} semestre.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique de Mascate

Rédigé par : Gilles Bordes, Louis Mangenot et Marine Audras

Revu par : Gilles Bordes
Chef du Service économique de Mascate

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/oman>